

**LE DÉVELOPPEMENT DURABLE :  
PRINCIPALES NOTIONS, PRINCIPAUX ENJEUX**

**Tim Williams**  
Division des sciences et de la technologie

Le 12 janvier 2005

**Le Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, elle assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les analystes peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.**

**THIS DOCUMENT IS ALSO  
PUBLISHED IN ENGLISH**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Page</b>
INTRODUCTION .....	1
BREF HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	1
INTERPRÉTATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	3
A. La courbe environnementale de Kuznets : Un impératif économique?.....	3
B. La capacité de charge .....	5
PRINCIPAUX ENJEUX .....	6
CONCLUSION.....	7



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT  
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

## **LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : PRINCIPALES NOTIONS, PRINCIPAUX ENJEUX**

### **INTRODUCTION**

La notion de développement durable a été adoptée de façon générale par tous les secteurs de la société : l'industrie, la société civile<sup>(1)</sup> et les administrations publiques. Au Canada, il s'agit d'un des grands objectifs du gouvernement, en vue duquel tous les ministères fédéraux doivent adopter des mesures horizontales. Cependant, si l'on s'entend en général sur sa définition, celle-ci donne prise à plusieurs interprétations. C'est pourquoi il est toujours difficile de préciser des objectifs clairs et les moyens de les atteindre. Le présent document explique certaines des principales notions associées au développement durable et leur interprétation.

### **BREF HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Depuis plus de 100 ans, les politiciens et d'autres encore ont à l'esprit certains principes de base du développement durable. Le président de la Commission canadienne de la conservation établie par sir Wilfrid Laurier, par exemple, a déclaré ce qui suit dans son allocution inaugurale :

---

(1) Les organisations de la société civile (OSC) sont des associations non gouvernementales qui ne cherchent fondamentalement ni à générer des bénéfices ni à assumer un pouvoir. Elles visent plutôt à rassembler les gens autour d'intérêts et de projets communs soit locaux et à court terme, soit universels et à long terme. Les OSC sont très diversifiées, à l'image des sociétés où elles sont implantées. Elles comprennent des groupes environnementalistes, des groupes de réflexion, des syndicats, des congrégations religieuses, des groupes populaires, des groupes autochtones et des clubs sportifs. La formation de nombreux réseaux, coalitions et alliances ayant les mêmes objectifs illustre bien le chevauchement considérable des champs d'intervention des différentes OSC et le rôle grandissant qu'elles jouent dans l'éveil d'une conscience sociale et l'atteinte d'un consensus (description qui s'inspire de celle du Programme des Nations Unies pour le développement).

le développement et l'exploitation les plus complets et les plus économiques [...] ne sont possibles que dans le respect des principes de conservation.<sup>(2)</sup>

Ce n'est toutefois qu'en 1987 qu'on parle pour la première fois de développement durable, soit dans le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), *Notre avenir à tous* (que l'on appelle parfois le Rapport Brundtland, du nom de la présidente de la Commission, M<sup>me</sup> Gro Harlem Brundtland). La Commission s'est entendue sur la définition suivante :

Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Le texte continue en donnant les précisions suivantes :

Deux concepts sont inhérents à cette notion :

- le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et
- l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.<sup>(3)</sup>

La notion de développement durable ajoute donc une troisième dimension importante – les besoins des pays pauvres – à l'intégration de la conservation et de l'économie préconisée par le mouvement « conservationniste » au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il est généralement accepté que la notion de développement durable, telle qu'elle a évolué, repose sur trois piliers : social, économique et environnemental. Le fait d'ignorer un pilier au profit des deux autres déstabilise les fondements de la qualité de vie à long terme.

---

(2) Rapport de la Commission canadienne de la conservation, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1910, cité par F.J. Thorpe, « Historical Perspective on the 'Resources for Tomorrow' Conference », *Resources for Tomorrow: Conference Background Papers*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1961 [traduction].

(3) Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988, p. 51.

## INTERPRÉTATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les opinions sur le développement durable varient grandement. Certains sont d'avis qu'il s'agit d'un complot socialiste pour forcer les économies de marché à capituler, tandis que d'autres considèrent qu'il s'agit là de la seule façon d'assurer la qualité de vie à long terme.

Les partisans du développement durable l'interprètent eux aussi de bien des façons. Pour d'aucuns, il s'agit d'un système de compromis et de concessions qui aide à établir un équilibre entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Certains soutiennent que, selon cette interprétation, l'importance de tous les membres de l'équation est réduite par la nécessité du compromis.

Pour d'autres, les trois piliers sont interdépendants et se renforcent les uns les autres<sup>(4)</sup>. À leur avis, le développement économique à long terme repose obligatoirement sur un environnement sain et l'égalité sociale. Le développement économique, à son tour, est essentiel aux deux autres piliers. L'intégration de ces objectifs est avantageuse pour tous, en particulier à long terme.

Le développement durable a aussi diverses conséquences ou, tout au moins, différents aspects privilégiés, selon le contexte. Les pays développés mettent souvent l'accent sur l'interaction entre l'environnement et l'économie, même si les questions sociales – en particulier à l'égard des pauvres dans les villes et des peuples autochtones – demeurent essentielles. Dans les pays en développement, toutefois, bien qu'il y ait manifestement des liens entre les trois piliers, le principal enjeu est la pauvreté. Il faut se demander alors si le développement économique et la lutte contre la pauvreté peuvent ou non aller de pair sans exercer des pressions indues sur l'environnement.

### **A. La courbe environnementale de Kuznets<sup>(5)</sup> : Un impératif économique?**

De toute évidence, les besoins économiques des pays en développement sont beaucoup plus pressants que leurs besoins environnementaux et sociaux, un fait qui a déjà été

---

(4) Sommet mondial sur le développement durable, *Plan d'application*, 2002, paragraphe 2.

(5) Simon Kuznets a reçu le Prix Nobel d'économie en (1971) pour son interprétation empirique de la croissance économique, qui permet de mieux comprendre la structure économique et sociale, ainsi que le processus du développement (<http://nobelprize.org/economics/laureates/1971/index.html>).

reconnu par la « plus grande priorité » absolue qu'accordait le Rapport Brundtland aux « besoins essentiels des plus démunis » (même s'il ne faut pas oublier que les pays développés ont aussi leurs pauvres).

Est-ce que ces besoins essentiels, en particulier dans les régions les moins développées du monde, signifient que le développement économique est une condition préalable à l'atteinte des autres objectifs? Pour certains, c'est évident. À la huitième Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP8), tenue en octobre 2002 à la Nouvelle-Delhi, en Inde, le premier ministre indien de l'époque, Shri Atal Bihari Vajpayee, a déclaré ce qui suit :

Récemment, on a voulu que les pays en développement renforcent au-delà de ce qui est prévu par la Convention leur engagement concernant l'atténuation des changements climatiques. Cela est injustifié pour plusieurs raisons [...] Les pays en développement n'ont pas les ressources voulues pour satisfaire à leurs besoins fondamentaux sur le plan humain. Le processus d'atténuation des changements climatiques exercera une plus forte pression sur les économies déjà fragiles des pays en développement et nuira à nos efforts pour accroître les taux de croissance du PIB afin d'éliminer plus rapidement la pauvreté.<sup>(6)</sup>

Une hypothèse connexe qui soutient l'impératif économique repose notamment sur la courbe environnementale de Kuznets. Essentiellement, les mesures de la dégradation environnementale, par exemple la pollution atmosphérique, se situeraient le long d'une courbe en U renversé par rapport à la croissance économique. Jusqu'à un certain niveau de production économique, la qualité de l'environnement déclinerait pendant que l'économie croîtrait. Une fois ce niveau atteint, la qualité de l'environnement s'améliorerait.

Selon cette théorie, les pays développés ont traversé une période de dégradation environnementale au cours de leur ascension vers la prospérité, pour connaître ensuite une amélioration de l'environnement. Tout compte fait, la croissance économique finirait par entraîner une meilleure qualité de l'environnement. Par conséquent, vouloir assainir l'environnement et régler les problèmes sociaux équivaldrait à mettre la charrue avant les bœufs et retarderait en fait la croissance économique qui constitue le véritable moteur du développement durable.

---

(6) Discours du premier ministre Shri Atal Bihari Vajpayee au débat de haut niveau de la CdP8, à New Delhi, le 30 octobre 2002 [traduction]. Soulignons qu'à la CdP10, en Argentine (décembre 2004), les pays en développement ont continué de s'opposer à l'idée de cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il y a peu de raisons de douter que la croissance économique augmente la capacité de régler les problèmes environnementaux et sociaux, comme le montre la deuxième moitié de la courbe de Kuznets. On peut toutefois se demander si elle les règle automatiquement.

La courbe de Kuznets s'appuie sur des observations empiriques. Toutefois, elle ne se vérifie pas toujours, ni n'explique la relation – si relation il y a – entre croissance économique et qualité de l'environnement. L'amélioration de l'environnement pourrait, par exemple, ne dépendre que de facteurs purement technologiques, ou que du départ des industries de fabrication polluantes des pays développés vers les pays en développement, ou encore que de la demande accrue de réglementation de l'environnement dans les pays développés<sup>(7)</sup>.

En outre, comme la courbe de Kuznets n'a pas vraiment d'assises théoriques, il n'y a en fait aucune raison de croire que les dommages environnementaux causés pendant le développement sont inévitables. Même s'il est vrai que les pays développés sont parvenus à la prospérité en grande partie au détriment de l'environnement, peut-on affirmer que toute forme de développement doit se faire ainsi? Certainement pas, selon certains observateurs qui font intervenir la notion de capacité de charge.

## **B. La capacité de charge**

De nombreux observateurs ont affirmé que si les pays en développement empruntaient le même chemin que les pays développés pour atteindre la prospérité, l'environnement de la planète subirait des pressions sans précédent. Le mahatma Gandhi aurait décrit la situation graphiquement comme suit :

Si l'Angleterre a dû exploiter la moitié de la planète pour être ce qu'elle est aujourd'hui, combien de planètes l'Inde devra-t-elle exploiter?<sup>(8)</sup>

Bien qu'il s'agisse là d'une description assez radicale de la capacité de charge, cette notion a un fondement scientifique. La Terre a une capacité limitée, et la quantité d'énergie qu'elle reçoit du soleil est elle aussi limitée, ce qui limite les ressources et l'énergie que l'être

---

(7) Voir S.W. Pacala *et al.*, « False Alarm Over Environmental False Alarms », *Science*, vol. 301, p. 1187, et les documents qui y sont cités.

(8) Hans Bresser et Dave Huitema, « Economic Instruments for Environmental Protection: Can We Trust the 'Magic Carpet? » , *International Political Science Review*, vol. 20, 1999, p. 175 [traduction].



humain peut consommer. Le passage suivant décrit la capacité de charge de la planète par rapport aux habitudes de consommation.

Nous consommons déjà, d'une façon ou d'une autre, 40 p. 100 de la matière organique produite par les plantes vertes. Si nous devenions tous végétariens, réduisant du coup la superficie réservée au bétail, les 1,4 milliard d'hectares (3,5 milliards d'acres) de terres arables exploitées à l'heure actuelle nourrirait environ 10 milliards de personnes. Si l'être humain consommait sous forme alimentaire toute l'énergie captée par la photosynthèse des plantes sur la terre et en mer, soit quelque 40 billions de watts, la planète pourrait supporter environ 16 milliards de personnes. Mais bien avant, la vie sur la planète serait devenue cauchemardesque.<sup>(9)</sup>

## PRINCIPAUX ENJEUX

La courbe de Kuznets est un modèle économique faible pour expliquer la relation entre développement et qualité de l'environnement. En revanche, elle soulève d'importantes questions concernant la nature du développement durable.

- La Terre pourrait-elle supporter une population de 10 milliards d'habitants ou plus dont le style de vie serait celui des pays développés actuels, s'il était vrai que ce *niveau* et ce *type* d'activité économique sont nécessaires à l'amélioration des conditions environnementales et sociales? Autrement dit, serait-il possible d'obtenir une courbe de Kuznets pour l'ensemble de la planète selon laquelle une croissance économique continue entraînerait des améliorations constantes de l'environnement sans être limitée par la capacité de charge?
- La dégradation de l'environnement et les perturbations sociales sont-elles des effets secondaires incontournables des premières phases de la prospérité, comme le laisse entendre l'hypothèse de la courbe de Kuznets?

Si l'on répond oui à la première question, la notion du développement durable n'est autre qu'un impératif moral visant à réduire l'incidence du développement sur la santé sociale et environnementale au cours des premières phases du développement.

En fait, il s'agit là d'un aspect important du développement durable. Indépendamment de l'applicabilité de la courbe de Kuznets, il est difficile de soutenir que la

---

(9) Edward O. Wilson, *The Future of Life*, New York, Knopf, 2002; extrait affiché sur le site Web de *Scientific American* ([http://www.sciam.com/print\\_version.cfm?articleID=000E5878-3E45-1CC6-B4A8809EC588EEDF](http://www.sciam.com/print_version.cfm?articleID=000E5878-3E45-1CC6-B4A8809EC588EEDF)) [traduction].

croissance économique ne contribue pas largement à atteindre la « plus grande priorité » que représentent les besoins des plus démunis. Par contre, l'épuisement et la contamination des ressources locales, jumelées à des problèmes sociaux, sont déjà des sources de misère humaine et compromettent la prospérité même qui est nécessaire au soulagement de la pauvreté dans de nombreuses régions du globe qui en sont encore au premier stade de leur développement.

La société doit donc trouver une façon d'éviter ou de diminuer la corrélation entre la croissance économique et la dégradation environnementale observée dans la première moitié de la courbe de Kuznets. De fait, certains signes donnent à penser qu'une certaine croissance dans les pays en développement peut suivre et, de fait, suit une trajectoire qui diffère de celle qu'ont empruntée les pays développés.

La notion de capacité de charge telle qu'elle est décrite ci-dessus semble toutefois indiquer que, en particulier à l'échelle planétaire, la corrélation entre croissance économique et amélioration de l'environnement observée dans la deuxième moitié de la courbe de Kuznets peut finir par disparaître, ce qui signifierait une réduction importante de la qualité de vie. Dans ce cas, le développement durable ne serait pas seulement une question morale mais un impératif, si l'on veut que tous puissent avoir accès à une qualité de vie supérieure.

## **CONCLUSION**

Selon cette analyse, le développement durable vise, d'une part, à réduire la dégradation environnementale et sociale durant le développement et, d'autre part, à éviter des habitudes de consommation qui forceraient la capacité qu'a la planète d'assurer une qualité de vie élevée pour tous.

Dans le premier cas, il faudra que les pays développés aident les pays en développement, surtout en ce qui concerne le transfert technologique et le renforcement des capacités de gouvernance et des capacités institutionnelles. C'est principalement pour cette raison que de nombreux accords internationaux sur le développement durable (en particulier sur les changements climatiques et la biodiversité) comportent des mesures importantes pour le transfert technologique et le renforcement des capacités dans les pays en développement. De plus, les pays en développement n'ont pas à utiliser de vieilles technologies polluantes, par exemple pour la production d'énergie et le transport, puisqu'il en existe aujourd'hui de moins polluantes.

Dans le deuxième cas, c'est-à-dire éviter un mode de consommation non viable, les pays reconnaissent de plus en plus que le produit intérieur brut (PIB) n'est pas toujours une bonne mesure de la qualité de vie. Reconnaisant que l'écosalubrité contribue également à la qualité de vie, on tente d'intégrer le « capital naturel » dans les comptes nationaux. Dans l'intervalle, d'autres indicateurs du développement durable sont présentés en regard des indicateurs strictement économiques comme le PIB.

De plus, il est peu probable que le mode actuel de consommation effrénée dans les pays développés soit une condition préalable au maintien d'une qualité de vie supérieure. Par exemple, certaines études ont révélé que la corrélation entre, d'une part, les niveaux de bonheur et de satisfaction des gens à l'égard de leur propre vie et, d'autre part, le produit national brut ne tient plus lorsque ce dernier dépasse le seuil des 13 000 \$US par habitant<sup>(10),(11)</sup>.

Malgré cette constatation, tout changement de la situation des pays développés – par exemple une diminution de leur production économique ou sa réorientation sur des secteurs durables – risque d'influer sur les niveaux de bonheur et, par voie de corollaire, sur les résultats électoraux. Il est très difficile sur le plan politique d'apporter des changements susceptibles de susciter un mécontentement généralisé au sein d'une société, même temporairement. C'est pourquoi la Commission Brundtland, qui a introduit la notion de développement durable, a aussi tiré la conclusion suivante :

Cela dit, le développement [durable] n'est pas un état d'équilibre, mais plutôt un processus de changement dans lequel l'exploitation des ressources, le choix des investissements, l'orientation du développement technique ainsi que le changement institutionnel sont déterminés en fonction de besoins tant actuels qu'à venir. Nous ne prétendons certainement pas qu'il s'agit là d'un processus simple. Des choix douloureux s'imposent. En dernière analyse, le développement [durable] est bien une affaire de volonté politique.

---

(10) Estimations de la parité du pouvoir d'achat de la Banque mondiale, en dollars américains de 1995, pour l'Espagne et le Portugal. Le chiffre pour les États-Unis se situait à près de 30 000 \$ par habitant.

(11) Ronald Inglehart et Hans-Dieter Klingemann, « Genes, Culture, Democracy and Happiness », dans Ed Diener et Eunhook M. Suh (dir.), *Culture and Subjective Well-Being*, Cambridge (MA), Bradford Books, 2000.